

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 591 25 NOVEMBRE 2008

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

Le 24 novembre était la fête de Saint André Dung-Lac et de 116 de ses compagnons condamnés à mort au Viet-Nam pour la fidélité à la foi et canonisés en 1988 par Jean-Paul II. Le sang des martyrs est semence des chrétiens. La chrétienté au Viet-Nam est extrêmement vivante mais toujours persécutée.

Voir aussi plus bas une information étonnante concernant les Bienheureux Louis et Zélie Martin.

EDITO

LA BOULIMIE LEGISLATIVE

Le système Sarkozyste revient à intervenir, d'urgence, dans tous les domaines dès il y a une nouvelle calamité en promettant en même temps une réforme législative pour corriger les dysfonctionnements observés. C'est ce qui vient d'arriver pour le drame de Grenoble : un déséquilibré a mortellement poignardé un étudiant le mercredi 12 novembre ; il était considéré par l'hôpital comme un patient « en voie de réinsertion » et c'est pour cela qu'il se promenait dans la nature.

Il n'en fallait pas plus pour que Nicolas Sarkozy se saisisse du micro : il a demandé aux ministres de la santé, de l'intérieur et de la justice de « préparer sans délai une réforme en profondeur des droits de l'hospitalisation psychiatrique ».

Puis ayant dit il s'est tourné pour ailleurs pour s'agiter sur d'autres problèmes.

Ces gens au pouvoir ne s'imaginent pas que la France s'écroule sous un déluge de lois. Ce que l'on demande simplement c'est que les lois soient bien appliquées et non pas que l'on pousse simplement des cris d'orfraie quand il y a des dysfonctionnements.

Trop de lois détruit la loi : c'est bien connu.

Parallèlement, l'inflation dans les cabinets ministériels continue.

Le Monde est le journal de la gauche élégante et plutôt caviar. Dans son numéro du 5 novembre, il ironise pourtant : « bonne nouvelle : au moment où le gouvernement mène une politique de réduction des dépenses publiques et de diminution des effectifs de la fonction publique, un secteur est épargné. On embauche dans les ministères et les primes ont explosé de 20 % en un an ».

Il ajoute que l'actuel gouvernement compte pas moins de 38 membres : 25 hommes et 13 femmes. Au début, il avait été établi une norme de vingt conseillers par ministre de pleines exercice et de quatre conseillers par secrétaire d'État. Toutes ces principes ont explosé, aussi, par des recrutements multiples. À signaler le pôle « santé » de Roselyne Bachelot qui a recruté 52 personnes dont 21 dans les cabinets.

Cette inflation est directement liée à la boulimie législative.

M .P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

GATERIES AUX FONCTIONNAIRES

Il y a trop de fonctionnaires : c'est sans doute pour cela que le gouvernement ne se lasse pas de leur offrir des gâteries ! C'est ainsi que 130 000 agents de l'État ont vu leur salaire progresser moins vite que l'inflation entre 2003 et 2007 hors primes. Il est donc prévu de leur offrir un rattrapage de pouvoir d'achat.

Le ministre du budget a dit sans sourciller : « il est inacceptable de travailler pour l'État et de perdre de l'argent ». Cela lui est bien égal qu'énormément de travailleurs privés voient leur salaire stagner dans une période d'inflation.

En outre cela lui est indifférent que la raison principale des délocalisations soit l'énorme de poids de la fonction publique sur toute l'économie française.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions des lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les points de vue exprimés. A chacun de juger)

IMPOTS ET CHOMAGE

Lu dans "4 vérités hebdo" :

ON estime qu'un milliard d'impôts EN PLUS génère 20.000 emplois EN MOINS : face à la recrudescence du chômage Gribouille président occulte ne trouve pas mieux que d'alourdir les impôts , de créer des emplois improductifs subventionnés (TUC ou autre machin actualisé qui ne sont que des emplois "ateliers nationaux")au lieu de chercher à améliorer "la gestion par l'absurde...."

Monsieur Copé qui se proclama un temps libéral avec son ami Dutreil (co-auteurs d'un manifeste libéral , si je ne me trompe) avant de devenir chiraquien (ce qui veut dire quoi au juste , étant donné la girouette de "l'Élysée-moi " ?) pour se faire élire , devrait savoir ça.....

Donc on augmente les impôts.....on vote les gaspillages, on soutient son train de vie de sénateur ou autre....., on subventionne le cinéma porno soft et anticlérical(sous Jack Parangon de la Vertu , pseudo Jack Lang).....

X Bertrand veut des syndicalistes forts : eh bien , s'ils ne le sont pas , c'est qu'ils ont fait le nécessaire pour être décrédibilisés ; malgré cela UBU-président continue à les "acheter" sans qu'on sache pour quels montants ;

Crier HARO sur le Medef qui en fait autant (affaire gautier sauvagnac) , ressemble à quoi ? car visiblement le pouvoir pactise avec les tenants du fascisme rouge.....que ce soit du côté syndical , de subventions à la presse communiste sans lecteurs , que ce soit en faisant preuve d'indulgence envers la terroriste Petrella.....dont la dame Bruni a extorqué la grâce sur l'oreiller du président UBU.....ennemi des Français....

Déjà sous Chirac , les Français avaient élu une taupe d'extrême gauche à l'Élysée.....en la personne du président : "la France" d'en-haut " par le truchement de son "TRÈS HAUT" continue persiste et signe à se soumettre aux ordres d'un cadavre.....

Qu'on se le dise, "la France d'en haut" est francophobe.....: ceux qui le savaient le taisent par nécessité alimentaire : c'est pourquoi S Royal est pressée de "servir les Français"

Christian Pène

NDLR : Le lien entre impôts et chômage est évident et direct. Nous faisons, pour notre part, un calcul encore plus dévastateur, mais peu importe : l'important est de savoir qu'il y un lien de cause à effet.

GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT

Bonjour,

Il est clair pour moi depuis bien longtemps que les problèmes d'environnement ou de santé publique et bien d'autres sujets à large spectre donnent tous lieu à des mesures attentatoires à la liberté et aux droits de propriété. Tous ces bureaucrates inutiles qui peuplent les allées du pouvoir essayent de justifier leur présence en établissant toujours plus de règles étouffantes et coercitives. Collectivisme et Étatisme riment bien ensemble !

Serge Douplitzky

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 24 NOVEMBRE 2008

PRIVATISER L'EDUCATION

La grève, qui eut lieu le 20 novembre 2008, avec environ 200 000 enseignants battant le pavé dans toute la France, montre une fois de plus en grandeur nature l'anomalie du concept même d'éducation nationale. Au lieu de s'attaquer aux vrais problèmes, les commentaires journalistiques se sont étendus sur la querelle du prétendu service minimum que le pouvoir Sarkozyste veut imposer par la loi ; au risque d'indisposer les fidèles de ce pouvoir, il faut affirmer que c'est une imposture. D'abord c'est admettre le principe de la légitimité des grèves dans une activité aussi essentielle que l'enseignement, ce qui est inacceptable. Ensuite, c'est vouloir que l'activité d'enseigner soit remplacée par une activité de garde des enfants ce qui est le contraire du vrai service. Enfin, comme le font remarquer certains maires, quel que soit le parti auquel ils se rattachent, c'est donner aux maires une responsabilité qu'ils ne peuvent pas exercer avec du personnel qui n'est pas compétent.

Pour fixer les idées, voici quelques chiffres approximatifs de la prétendue éducation prétendue nationale française qui est probablement l'une des dernières armées soviétiques du monde : 12 millions d'élèves, 870 000 enseignants, 174 000 non enseignants, 67 000 établissements scolaires, 59 milliards d'euros de dépenses.

Sur le plan historique, il est clair que la nationalisation de l'éducation est, grosso modo, l'effet de la révolution dite française. Avant ce tragique événement, l'éducation était quasiment libre sur tout le territoire. Les parents en étaient responsables ce qui correspond à l'ordre naturel d'une société bien organisée. Bien entendu, beaucoup de systèmes divers et variés existaient pour les aider comme des précepteurs pour ceux qui le pouvaient ou des écoles, avec notamment, celles des Frères des Ecoles Chrétiennes qui se sont illustrées dans cette activité pendant longtemps.

La révolution et l'Empire, qui l'a consolidée, ont brisé cet ordre naturel des choses en conduisant progressivement à un monopole totalitaire étatique. Les monopoles étatiques sont un non-sens et détruisent toute possibilité de progrès. S'est ajoutée et généralisée au fil des temps l'idée meurtrière de l'égalité : égalité d'accès, égalité de service, égalité de budget et la dernière variante : l'égalité des chances. Les hommes ont été créés tous différents par le Créateur et l'inégalité qui existe entre eux est un des plus puissants moteurs du progrès. Les observateurs attentifs savent que l'égalité absolue ne peut conduire qu'à la ruine.

Pour bien montrer pourquoi il faut privatiser l'éducation, il est utile d'abord de constater les effets de sa nationalisation.

La structure est absolument gigantesque et l'organisation centrale de la gouvernance ne peut se réaliser que par une pluie incessante de lois et de réglementations retombant en cascade jusqu'à la base au travers d'innombrables échelons entrecroisés. Pour tout homme sensé, il est clair que cela ne peut marcher. L'exemple typique est celui de l'enseignement de la lecture, le système produisant régulièrement des générations d'illettrés : des offensives sont lancées de temps à autre pour détruire le principe de la méthode globale qui est à l'origine de la catastrophe ; les offensives se perdent dans les sables et les générations passent avec la production régulière d'illettrés, en route parfois vers le chômage.

Il s'ajoute, et c'est probablement l'un des aspects de l'exception française, la prépondérance des syndicats qui étendent leur marée noire sur toute l'organisation. En fait, le ministre est une sorte de pantin qui s'agite dans son coin, le véritable pouvoir étant exercé par les chefs syndicalistes. Ces chefs retirent personnellement gloire et richesse de la situation ; un grand nombre de maîtres sont détachés à leur profit et une foule d'avantages matériels leur sont accordés. Quand les enseignants se plaignent du manque de maîtres la presse se garde de souligner qu'une grande partie d'entre eux sont neutralisés dans des activités syndicales.

La gestion de ces maîtres rencontre d'immenses difficultés et tourne à la tâche impossible : comment décider d'un point central situé à Paris s'il est besoin d'un professeur d'histoire à Carcassonne et comment décider les mutations nécessaires dès lors que les syndicats interposent leur barrage favorisant en chemin leurs propres adhérents ?

Parmi les syndicalistes, se trouve un groupe très actif et cohérent de trotskistes, ce qui se reflète dans les enseignements et jusque dans les livres scolaires. Par exemple, dans le domaine historique, ces livres véhiculent des informations et idées tout à fait inexactes et parfois scandaleuses. Sur le plan économique et dès le secondaire, l'enseignement du marxisme et de l'économie dirigée tient une place majeure. L'entreprise est souvent représentée avec des vues négatives sur le patronat et aucune indication sur la place éminente des entreprises dans la création de la richesse.

Bien entendu, suite à la gauchisation accrue de la société, les écoles dans leur enseignement, même en direction des plus jeunes, se livrent à de véritables incitations à la débauche.

Il est triste mais véritable de constater que cette situation abominable à certains égards se perpétue de ministères en ministères, les gouvernements de la fausse droite ne faisant pas mieux que ceux de la vraie gauche et même quelquefois rajoutant à la catastrophe.

Pour couronner le tout il faut rappeler que chaque entreprise nationalisée, dans quelque domaine que ce soit, conduit à la ruine : ruine financière ou ruine de la qualité ce qui revient au même : nous y sommes et depuis longtemps.

Voyons maintenant la privatisation éventuelle qui, hélas, n'est pas à l'ordre du jour mais à laquelle il faudra bien un jour arriver.

Quelques faits méritent d'être rappelés.

En 1981, d'immenses manifestations rassemblèrent des centaines de milliers de personnes à Paris et en province pour faire reculer François Mitterrand dans son projet de nationaliser les écoles prétendues libres à l'époque. Bien sûr, l'on sait qu'après la victoire dans la rue les responsables de ces écoles prétendues libres ont en fait capitulé devant le pouvoir. Mais l'immensité des manifestations montre que le public est largement prêt pour une évolution absolument nécessaire dans ce domaine. Nous disons bien que ces écoles ne sont que « prétendues » libres, car dès lors qu'elles acceptent quelque subvention que ce soit de l'État elles perdent leur liberté.

Il y a, fort heureusement, un assez grand nombre d'écoles vraiment libres sur tout le territoire français. Il se trouve qu'il en est qui appartiennent à des capitalistes et tant mieux pour leurs propriétaires et leurs élèves. D'autres sont des écoles confessionnelles et tant mieux aussi. Les unes et les autres arrivent à fonctionner bien que, malheureusement, les parents qui y placent leurs enfants sont soumis au matraquage fiscal imposé par le pouvoir pour le fonctionnement de l'éducation nationale : ce fait n'est pas une simple anomalie mais une odieuse escroquerie d'État, s'ajoutant à d'innombrables autres. Même remarque pour l'école à la maison qui se développe assez largement bien que difficilement et est l'objet de la suspicion des caciques de l'éducation nationale.

Voyons maintenant, pour illustrer la nécessité de la privatisation, le cas de l'université de Stanford en Californie. C'est de cette université que sont nées, à proximité, la Silicon Valley, puis l'informatique, puis l'Internet. Il n'est pas exagéré de dire qu'elle est à l'origine indirecte d'une foule d'autres progrès techniques et scientifiques.. Il y a 9 000 professeurs et chercheurs. 13 000 étudiants y travaillent. Pas de faux étudiants comme ceux qui encombrant l'université française. Pas de préoccupation d'une fausse égalité : l'objectif permanent est l'excellence. Les professeurs ainsi que les élèves ne sont pas abandonnés à eux-mêmes mais soumis à une surveillance précise par la direction.

Pas de financement étatique et les études sont très chères : c'est normal, car un service de qualité ne peut être que cher. Les étudiants qui le peuvent paient leurs études. Ceux qui ne peuvent pas font des emprunts. D'autres sont serveurs dans des restaurants ou remplissent des jobs d'appoint dans la vallée où cela ne manque pas. Dans les restaurants et sociétés diverses, ils sont bien accueillis par les autres membres du personnel, tout le monde trouvant cette pratique normale.

Il n'y a jamais de grève et la semaine de 50 heures est courante. Le capital investi est très important ; le patrimoine bien géré n'a pas souffert de la crise des subprime.

Stanford est gouvernée par un conseil de surveillance de 27 personnes. Le Président détient avec son staff le pouvoir complet : choix des professeurs, choix des élèves, choix des matières, délivrance des diplômes. Le budget est de 500 millions de dollars environ ; rien ne résisterait, sur le plan budgétaire ou sur le plan intellectuel, s'il se produisait une quelconque faiblesse dans la gestion de cette immense entreprise.

La moindre comparaison avec les universités françaises sur tous ces aspects est, sauf très rare exception, littéralement pitoyable.

Pour un connaisseur lambda des entreprises humaines il est évident que la privatisation de l'éducation est la seule solution à ce véritable drame national que nous connaissons. Elle aboutirait à des décisions prises à la base par des autorités responsables et compte tenu de toutes les particularités du terrain, ainsi qu'à un ajustement rapide et permanent des possibilités aux besoins.

Il s'ouvrirait une saine et légitime concurrence entre les bons établissements et les mauvais. En particulier, les écoles où l'on enseignerait la vérité ne tarderaient pas à triompher par rapport à celles où l'on diffuserait le mensonge.

Si un gouvernement « libérateur » finissait enfin par arriver, il s'engagerait énergiquement dans cette voie et dirait la vérité aux Français.

Il pourrait commencer par donner la liberté totale aux universités et vendre celles qui sont vendables. Pour les autres niveaux, il organiserait sans tarder le bon scolaire qui fonctionne fort bien dans certains pays.

Enfin, n'oublions pas une observation courante : toute privatisation dans quelque domaine que ce soit réduit de moitié les dépenses et améliore la qualité.

La marge de manœuvre, dans ce domaine comme en d'autres, est donc, contrairement à la propagande, immense.

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

REMARQUE IMPORTANTE

Il y a des problèmes dans la diffusion des flashes. Certains destinataires ne les reçoivent pas.

Il est conseillé d'indiquer aux personnes qui ne les reçoivent pas de les consulter :

Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE

<http://libeco.net/>

ou sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

CATHOLIQUES POUR LES LIBERTÉS ÉCONOMIQUES (CLE)

(Association de la loi de 1901)

5, rue Dufrenoy 75116 PARIS

C O M M U N I Q U É

Nous avons l'honneur de vous inviter

À LA CONFÉRENCE-DÉBAT QUI AURA LIEU

LE JEUDI 4 DECEMBRE 2008 À 18 H 30.

SALLE DE L'ASIEM

6, RUE ALBERT DE LAPPARENT 75007 PARIS

MONSIEUR ALBERT SALON

Ancien Ambassadeur et Président de l'association « Avenir de la langue française »

Traitera le sujet suivant :

« LE FRANÇAIS ET LA FRANCOPHONIE MÉPRISÉS ! »

**Le Président,
Michel de PONCINS**

La langue française fait partie de notre patrimoine commun et nous savons tous les offensives dont elle est la cible. Une réaction est absolument nécessaire.

**Participation aux frais : 10 € Adhérents de CLE : entrée gratuite.
Journalistes : entrée gratuite.**

CITATIONS

Voici deux citations consternantes.

Jean d'Ormesson dans le Figaro à propos de l'élection scandaleuse de Simone Veil à l'académie :

« Une grande dame au quai Conti »

Dominique de Villepin, renvoyé en correctionnelle :

« Rien ne justifie cette décision de renvoi en correctionnelle. Tout au long de l'instruction, la vérité des faits et du droit a été détournée au profit d'une seule partie civile, aujourd'hui président de la République.

NDLR : C'est vraiment la république des drôles.

REVUE DE PRESSE

NICHES FISCALES

Il y a comme on sait un très grand nombre de niches fiscales qui ne sont pas des faveurs accordées aux contribuables : c'est simplement l'arrêt momentané du vol de l'argent pratiqué par l'Etat en vertu de la loi.

L'on se préoccupe de l'abondance de ces prétendues niches. En fait elle reflète simplement le dirigisme totalitaire qui, en toutes occasions, veut favoriser ou défavoriser telle ou telle activité ou encore telle ou telle catégorie de personnes.

Quoi qu'il en soit, il est prévu dans la loi de finances de 2009 un plafonnement global de ces niches qui limiterait la réduction d'impôt à 25 000 € plus 10 % du revenu brut imposable.

Simultanément et pour accroître le désordre il est prévu d'adopter des réductions d'impôt aux propriétaires qui loueraient des logements meublés à certaines personnes comme les personnes âgées, handicapés, et les étudiants.

Bienvenue à la nouvelle niche fiscale

LE NETTOYAGE LINGUISTIQUE

Selon Désinformation Hebdo, un nettoyage linguistique est en route en Grande-Bretagne. Des administrations ont interdit à leurs employés d'utiliser une série de locutions latines usuelles sous prétexte que leur emploi était « élitiste » et « discriminatoire ». Un professeur à Cambridge a indiqué : « c'est de la démence. Parmi les expressions interdites il y a : prorata, via, vice versa, ad hoc, nota bene, etc ».

BREVES

LOUIS ET ZELIE MARTIN

Nous vous communiquons l'information suivante que, semble-t-il, personne n'a mise en lumière jusqu'ici et qui est une sorte de scoop.

Il s'agit de la béatification de Louis et Zélie Martin qui vient d'être célébrée.

Les deux bienheureux époux se sont mariés le 13 juillet 1858. Leur mariage a donné naissance à cinq religieuses, dont quatre carmélites. La cinquième, la petite Thérèse fut canonisée, peut-être (qui sait ?) en attendant d'autres soeurs.

C'est, précisément, le 16 juillet 1858 que prit place la dernière apparition de la Sainte Vierge à Sainte Bernadette Soubirous et c'était la fête de Notre-Dame du Mont Carmel !

Les esprits forts peuvent dire que tout est une jolie coïncidence due simplement au hasard.

On ne peut s'empêcher, pourtant, de penser que Dieu, qui est maître du temps et plein de miséricorde, a arrangé lui-même à dessein cette succession d'évènements.

AVORTEMENT

Aux États-Unis il se produit un reflux continu du nombre des avortements comme le signale un article du Time. Il existe des centres de grossesses qui aujourd'hui sont plus nombreux que les cliniques d'avortement : 2300 centres de grossesses répertoriées contre 1819 cliniques d'avortement.

Les conseillères des centres de grossesses sont formées pour écouter, éclairer les femmes désemparées face à une grossesse non prévue, notamment pour leur éviter de prendre une décision irréversible sans y avoir réfléchi, et mesuré les conséquences physiques, psychologiques et émotionnelles.

La politique de prévention a été mise en place par l'action résolue des chrétiens sous l'impulsion vigoureuse d'une partie de l'épiscopat américain et de communautés protestantes : elle porte ses fruits.

Le Cardinal EGAN, Archevêque de New York, a comparé l'avortement aux crimes commis par Hitler et Staline dans un article de choc publié dans l'hebdomadaire de son diocèse le 23 octobre.

En France au même moment, l'Académie française se déshonore en appelant Simone Veil à siéger dans son sein.

LA RUE COPERNIC

Tout le monde a été au courant de l'arrestation de l'auteur présumé de l'attentat de la rue Copernic qui avait eu lieu le 3 octobre 1980. L'on ne sait pas évidemment à ce jour si c'est véritablement l'auteur de cet attentat qui a été mis sous les verrous. Personne ne rappelle l'horreur médiatique qui a suivi cet attentat. 300 000 personnes ont défilé dans la rue pour crier leur haine pour un mouvement désigné comme d'extrême droite et qui, en fait, n'est pas extrémiste et pas tellement de droite.

AMENDE POUR ENTENTES ILLICITES

La Commission Européenne vient d'infliger des amendes gigantesques à quatre fabricants de verre qui travaillent principalement pour l'automobile, ceci pour ententes soi-disant illicites.

La compagnie de Saint-Gobain a écopé d'une amende de 896 millions d'euros ; trois autres producteurs mondiaux de verre pour l'automobile ont écopé d'une amende globale de 1,38 milliards d'euros. Bruxelles se vante que ce soit : « l'amende la plus élevée jamais infligée dans une affaire d'entente, tant à une seule entreprise qu'à l'ensemble des membres d'une

entente ». Il paraîtrait que les rencontres se passaient entre 1988 et 2003 dans des grand hôtels et que malgré la discrétion, le système a été découvert.

Il est évident, pour les personnes averties, que jamais, au grand jamais, les consommateurs ne bénéficieront de l'action de surveillance des ententes et des amendes infligées. Les amendes viendront simplement enrichir la Commission Européenne et donc en fait au sommet les Commissaires européens, avec leur entourage, qui justifient ainsi leur travail « harassant » et parfaitement négatif en tous domaines.

Les seuls monopoles abusifs sont les monopoles publics dont toute l'Europe est truffée.

Les monopoles privés, même s'ils existent au travers des ententes, trouvent toujours une fin car il y a toujours quelqu'un qui les démolit de l'extérieur. Mais pour cela il faut la liberté des marchés.

LES FAUX COMPTES DU STADE DE FRANCE

Les comptes du stade de France sont trafiqués comme beaucoup de comptes publics. Désinformation Hebdo nous apporte les informations concernant le match France-Tunisie, qui vient de se dérouler. La location ne marchait pas très fort quelques jours avant la rencontre et la moitié à peine des 75 000 places était vendue. Il a donc paru habile aux autorités de faire distribuer ces places dans les quartiers via les associations de jeunes : autant dire qu'on leur a fait avec nos impôts un cadeau dont personne ne connaît le vrai montant.

DOCUMENTS

(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)

LA CRISE

Chronique d'espérance

Crise bancaire, monnaie et confiance : un malentendu profond

Il y a quelque chose de désespérant à voir la plupart des consciences les plus médiatisées - qui s'autoproclament humanistes et éclairées - rebondir sur la crise bancaire pour montrer du doigt ceux qui ont précisément consacré leur énergie et leur talent à dénoncer le système bancaire moderne qui a été voulu par les gouvernements. A entendre certains, il faudrait traduire les économistes libéraux en justice alors que l'on ne se résigne toujours pas à

désigner les coupables des massacres (déportations, camps de travail, exécutions) effectués au nom de l'idéologie communiste. Car si les crises sont des accidents certes regrettables, les massacres sont l'application de projets soigneusement pensés au nom d'un idéal jugé tellement indiscutable qu'il justifierait tous les crimes.

Les crises économiques ont-elles des coupables ? Cela supposerait qu'elles sont volontairement déclenchées. Mais celui qui aurait le pouvoir de déclencher la crise serait donc aussi en mesure de provoquer la croissance. Ce serait tellement plus simple et le coupable idéal, c'est encore et toujours : le marché. C'est un procès sans issue car on ne peut condamner un concept, une idée. Le marché, c'est personne parce que c'est nous tous en même temps. Au passage, tant que les socialistes feront de ce discours du « procès du marché et du capitalisme en accusation » leur fond de commerce idéologique, alors ils ne seront pas encore sortis de leur propre crise permanente.

Mais si l'on veut à tout prix désigner un coupable, alors ne nous trompons pas de coupable car l'affaire est trop sérieuse. Milton Friedman a dit du XX^e siècle qu'il était « l'âge de l'inflation » car il ne peut y avoir de dérapage monétaire que s'il y a centralisation/monopolisation de l'offre de monnaie. C'est aussi le siècle qui a connu la crise de 1929 puis la crise actuelle. Or Milton Friedman a rebondi sur un débat majeur dans la théorie bancaire qui oppose les partisans du « free-banking » aux partisans du « central-banking ». Les premiers croient aux capacités d'autorégulation d'un marché bancaire réellement libre comme il a existé pendant la période de l'étalon-or. Dans ce contexte, « la bonne monnaie chasse la mauvaise », les banques qui créent trop de billets par rapport à leur contrepartie en réserve (en or) ayant tendance à être éliminées par le processus concurrentiel. Ainsi, la masse monétaire globale est stabilisée. Par contre, les partisans du « central-banking » proposent la création d'une banque centrale destinée à contrôler et réguler l'activité des banques commerciales, le marché libre n'étant pas apte selon eux à éviter les crises bancaires liées au dérapage de la masse monétaire mise en circulation par des établissements de crédits non réglementés.

Dans la foulée du succès des théories keynésiennes, qui préconisent d'utiliser la masse monétaire comme un outil de politique économique (politique monétaire) - ce qui constitue au passage un détournement du rôle de la monnaie (et donc une altération de sa valeur réelle) -, il fallait donner un pouvoir de monopole en termes de création de billets (une des composantes de la masse monétaire globale) et décrocher ainsi la valeur des billets de banque de toute référence extérieure (comme l'or). L'étalon-or constituait en effet un carcan insupportable aux yeux de ceux qui proposaient d'augmenter la quantité de monnaie selon les objectifs de politique économique de tel ou tel gouvernement. Pourtant, ce carcan (une limite) est aussi ce qui garantissait la stabilité (une vertu) de la monnaie. Par définition, on attend d'un étalon qu'il soit stable et non sujet à manipulation. Comment mesurer des distances si l'on trafique sans cesse le mètre ?

Le débat ne date pas d'hier. Les rois ont toujours voulu manipuler la quantité de monnaie ce qui leur évitait d'avoir à lever de nouveaux impôts toujours impopulaires et risqués. Comme ils ne pouvaient manipuler la quantité d'or, ils coupaient les pièces d'or avec un autre métal ; ils apposaient le sceau royal et édictaient une loi pour obliger les agents économiques à utiliser la monnaie officielle (dont la valeur faciale ne correspondait plus à la valeur réelle)...ou alors ils s'entouraient d'alchimistes leur proposant de découvrir la pierre philosophale leur permettant de créer de l'or ! [1].

La qualité de la monnaie et son rôle d'intermédiaire de l'échange proviennent précisément du fait que la monnaie se définit dans sa capacité à conserver la valeur. Et toute la confiance repose précisément sur le fait que les agents estiment que les moyens de paiements mis en circulation (par la banque centrale et les banques commerciales) permettent en effet de conserver – et donc de véhiculer – la valeur. Si les clients perdent confiance dans leur banque, ils vont vider leurs comptes, récupérer leurs billets de banque, et stocker ces billets dans des coffres. Mais que valent les billets de banque ? Dans le contexte de l'étalon-or, ils étaient gagés sur l'or. Plus précisément, les billets n'étaient que la contrepartie-papier (une sorte de reçu) d'une quantité fixe d'or. Mais dans le système moderne, les billets n'ont plus de valeur intrinsèque et ne sont plus accrochés à une référence externe stable. Et ce sont précisément tous les gouvernements qui ont voulu cet état de fait de manière à conquérir un pouvoir supplémentaire, le pouvoir de « création monétaire ». Or ce système autorise une spoliation permanente : vous travaillez toute votre vie pour amasser des billets qui peuvent perdre à tout moment leur valeur parce que les autorités monétaires manipulent la monnaie. C'est pourquoi il existe heureusement un marché des actifs (financiers, immobiliers ou autres) de manière à pouvoir substituer la monnaie (les billets accumulés) en un autre actif susceptible de conserver voire de prendre de la valeur.

Si la monnaie est un véhicule de la valeur, elle ne se confond pas avec la valeur. Elle est un moyen de stockage et de transport de la valeur. Mais il est illusoire de confondre le véhicule avec son contenant de sorte que créer de la monnaie n'implique pas de créer de la valeur de la même manière qu'augmenter le nombre de barils ne nous donne pas le pouvoir d'augmenter la quantité de pétrole. La banque centrale peut bien faire marcher la planche à billet (en injectant des liquidités) sur la base de laquelle les banques vont créer du crédit, ce n'est pas pour autant que de la valeur économique réelle sera créée dans les mêmes proportions de sorte que le dérapage de la quantité des moyens de paiements mis en circulation par le système bancaire dégénère en inflation ou en bulles spéculatives. Des crédits à bon marché n'ont pas nécessairement un effet de relance de l'économie s'ils sont destinés à financer des projets économiques à faible rentabilité (comme ce fut le cas dans la crise des subprimes) alors que des taux d'intérêts élevés peuvent inciter les acteurs économiques les plus dynamiques à mettre en œuvre des projets innovants dont le rendement supérieur permet de couvrir le coût de l'emprunt. La politique forcée et systématique des taux d'intérêts bas, c'est un peu comme la dévaluation compétitive, c'est une façon de gagner une compétitivité illusoire en bradant l'économie. C'est pourquoi les économistes qualifiés péjorativement de « monétaristes » dénoncent cette « illusion monétaire » qui n'est qu'un avatar de plus de la prétention qu'ont les gouvernants à vouloir diriger tous les rouages de l'économie comme si les lois économiques se décrétaient dans les parlements. Imaginons qu'une loi oblige les banques à ouvrir des comptes chèques à tous les ménages français sans distinction de revenus au motif que la discrimination sociale est un délit. Alors on verra la proportion des chèques en bois grandir car certains ménages utiliseront le chèque comme moyen de paiements alors que leurs comptes ne sont pas suffisamment approvisionnés. Devant la montée des chèques impayés, la plupart des commerçants vont alors refuser ce moyen de paiement, qui était à l'origine une innovation bancaire majeure (monnaie scripturale) permettant d'éviter d'avoir à transporter des espèces. Ainsi, la loi oblige les banques à accorder des chèquiers à tous,

mais les agents économiques refusent les chèquiers comme moyen de paiements. Remarquons que si le gouvernement décrète que tout le monde doit avoir une licence ou un master, il y a fort à parier que la valeur du diplôme en sera fortement dépréciée de sorte que des étudiants pourtant bardés de master ne trouveront pas d'emplois. La valeur et l'efficacité d'un moyen de paiement (ou d'un diplôme) repose sur la confiance ; or la confiance ne s'obtient pas par la loi mais par le respect mutuel des contrats librement passés entre des agents économiques responsables. Aucune loi ni traité international n'a conféré sa valeur à l'or.

Lénine avait compris que la monnaie était l'oxygène (ou le sang) de l'économie de marché. Il avait aussi compris que pour abattre le régime capitaliste, il fallait corrompre sa monnaie. C'est précisément ce qui se passe dans les situations d'hyperinflation, l'activité économique normale ne pouvant plus fonctionner puisque les agents économiques fuient devant une monnaie qui perd sa valeur au quotidien. Lénine avait raison et, considérant son objectif révolutionnaire, il était cohérent avec lui-même. C'est plus grave pour les partisans de l'économie mixte - alors que le libéralisme prône déjà la coexistence d'un secteur public et d'un secteur marchand - car ils prétendent réguler et soigner l'économie précisément en manipulant sans cesse une de ses composantes essentielles. Ceux qui accusent les partisans du « free-banking » devraient se rendre compte que nous vivons une époque du « central-banking ». Ce sont les partisans des banques centrales qui ont gagné et tous les gouvernements du monde se sont dotés de banque centrale, même si les plus sages ont pris soin de confier une indépendance à l'institution monétaire en faisant jouer le principe de la séparation des pouvoirs.

Les crises bancaires se sont donc produites dans un contexte où les banques centrales existent alors que leur raison d'être (et leur mission) est justement d'éviter les crises bancaires. Il existe même, depuis les accords de Bâle, une banque centrale des banques centrales à travers la Banque des Règlements Internationaux et une armada de réglementations pensées par des politiques pour apprendre aux banquiers à faire leur métier (métier qu'ils exercent au demeurant depuis des siècles). Les banques centrales se félicitent aujourd'hui d'avoir su intervenir de manière coordonnée pour éviter le pire, mais il est légitime de se poser la question suivante : de telles crises systémiques auraient-elles eu lieu en l'absence de banques centrales ? On me rétorquera qu'avec des si, on peut imaginer beaucoup de choses. Mais la question n'est pas anodine et renvoie à ce débat essentiel dans la théorie bancaire.

D'ailleurs, l'expérience historique invite à ne pas éluder aussi vite cette question. Entre 1726 et 1914 (presque deux siècles), le franc a conservé une valeur fixe en or (1 FF = 322 mg d'or). En 1928, par décret, 1 franc = 64,5 mg d'or soit une dévaluation de 80% par rapport au prix de 1914. En 1958, 1 franc = 1,8 mg d'or soit une dévaluation de 97 % par rapport au prix de 1928. En 1969, date de la dernière dévaluation officielle du franc en or avant l'abandon de celui-ci comme référence en 1971, 1 franc = 1,6 mg d'or soit une dévaluation de 11 % en une décennie. Autrement dit, depuis que nous sommes sortis de l'étalon-or, le pouvoir d'achat de la base monétaire n'est plus garanti [2]. Ainsi, les banques centrales éditent une monnaie-papier (les billets de banque) qui n'ont pas de référence externe fixe sur la base de laquelle les banques commerciales fabriquent du crédit (monnaie scripturale), décuplant ainsi l'accroissement de masse monétaire initié par la banque centrale.

Tout cela fonctionne si l'on admet le raisonnement keynésien selon lequel l'augmentation des moyens de paiement sera de nature à stimuler l'économie comme si la masse monétaire était finalement exogène. Mais si la masse monétaire était endogène ? Avant d'appeler à plus de réglementations et plus de contrôle étatique, il faudrait se demander pourquoi les réglementations déjà en vigueur n'ont pas fonctionné, pourquoi les multiples commissions de contrôle n'ont rien vu venir.

[1] Caccamo J.L. « Histoire des relations tumultueuses entre monnaie et finances publiques », Revue Sociétal, N° 56, 2° trimestre 2007, PUF, Paris.

[2] voir la contribution de Lane G. « Le retour de l'étalon-or est la solution libérale » in

<http://blog.georgeslane.fr/>

Jean-Louis Caccamo
Perpignan, le 20 novembre 2008

<http://caccamo.blogspot.com/>

http://cozop.com/chroniques_en_liberte



επιμελεια τεσ ψυχησ

INSTITUT NÉO-SOCRATIQUE

Le Président :

Yvan Blot

Paris, le 1^{er} novembre 2008

Rousseau ou la mystique meurtrière de l'égalitarisme

Notre société française est largement influencée par le préjugé égalitariste et elle le doit surtout à Rousseau. La Révolution française fut motivée par la passion égalitaire poussée jusqu'à des formes meurtrières et l'idéologue meurtrier par excellence que fut Robespierre ne se cacha pas d'avoir Rousseau comme maître à penser.

Parmi les textes du faux prophète Rousseau, nous en retenons trois qui nous semblent majeurs : Le Discours sur les Sciences et les Arts ou Premier Discours qui a rendu Rousseau célèbre. L'auteur développe l'idée que les sciences et les arts corrompent la vertu et nuisent à l'égalité en récompensant les talents. Le révolutionnaire Babeuf fera écho à cette thèse en déclarant : « périssent toutes les sciences et tous les arts pourvu que nous ayons l'égalité réelle ». La conception éducative de Rousseau, développée dans l'Emile mais sous des formes plus modérées, trouve ici sa source. Ce texte est intéressant car il montre le rapport inévitable entre la mystique égalitariste et la régression de la civilisation.

Nous verrons aussi le Deuxième Discours : Discours sur l'Origine et les Fondements de l'Inégalité parmi les Hommes, dans lequel Rousseau développe sa conception de l'homme : un animal naturel corrompu par la société. C'est le livre qui provoquera chez Voltaire cette fameuse réplique : « j'ai reçu, Monsieur, votre nouveau livre contre le genre humain (..) on n'a jamais employé tant d'esprit à vouloir nous rendre bête ; il prend envie de marcher à quatre pattes quand on lit votre ouvrage. »

Rousseau y montre sa haine de l'inégalité mais aussi de la propriété : « le premier qui déclara « ceci est à moi », a fondé la société civile : que de crimes, de guerres, de meurtres que de misères et d'horreurs n'eut point épargné au genre humain celui qui eut crié : « gardez vous d'écouter cet imposteur ! »

Nous examinerons ensuite Le Contrat Social, dont l'historien anglais Jacob Talmon, dit qu'il y a là « les origines de la démocratie totalitaire ». On y trouve cette formule célèbre : « quiconque refusera d'obéir à la volonté générale y sera contraint par tout le corps ; ce qui ne signifie autre chose sinon qu'on le forcera à être libre ». Une autre phrase du Contrat Social rappelle

très directement ce que dira Robespierre : « tout malfaiteur attaquant le droit social devient par ses forfaits rebelle et traître à la patrie, il cesse d'en être membre en violant ses lois et même il lui fait la guerre. Alors la conservation de l'Etat est incompatible avec la sienne, il faut que l'un des deux périssent et quand on fait mourir le coupable, c'est déjà moins comme citoyen que comme ennemi ».

Le message de Rousseau, par la logique interne de son égalitarisme – et à travers son disciple historique Robespierre – montre ainsi que l'égalitarisme poussé au plus haut degré mène facilement au meurtre de masse et c'est ce qui se passera tant dans les révolutions française que bolchévique, voire national-socialiste.

Nous évoquerons pour finir le personnage de Robespierre, disciple de Rousseau, et la guerre de Vendée, transformée en tentative de génocide par les décrets Barrère de la Convention, dès les 1^{er} août et 1^{er} octobre 1793.

Yvan BLOT
